



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° : 23 — 10 décembre 1974

sommaire



page 4 :

LORSQUE L'OPPOSITION
NATIONALISTE MAURITANIE
EST TENTÉE DE S'ALIGNER
DERRIÈRE OULD DADDAH

page 5 :

ETHIOPIE : LUTTE POUR LE
POUVOIR ENTRE MILITAIRES
ET FEODAUX

page 7 :

SENEGAL : UPS OU PDS, DES
SERVITEURS D'UNE MEME CLASSE

page 9 :

LE CAPITALISME CONDUIT LE
MONDE A LA CATASTROPHE !



prix: 1 Franc

L'ETAT MAURITANIEN
A PRIS LE CONTROLE
DE LA MIFERMA

QUI

EN PROFITERA ?

Moktar Ould Daddah a donc décidé de nationaliser la MIFERMA, ce puissant groupe capitaliste qui avait la haute main sur les mines de fer de la Mauritanie. Ce groupe, dont les principaux actionnaires sont quelques-uns des plus puissants trusts impérialistes français, anglais, italiens ou allemands, tels que Usinor, Rothschild, British Steel ou Thyssen. Les groupes industriels et bancaires français possédaient 56 % des actions de la MIFERMA, les autres trusts étrangers 35 %. Le gouvernement de la Mauritanie ne détenait que 5 % des actions.

Qu'il ait été mis fin à la mainmise directe, ouverte et officielle de ce groupe impérialiste sur la principale richesse du pays, est bien la moindre des choses. C'est bien la moindre des choses que la Mauritanie dispose des richesses de son sol. C'est de la façon la plus ouverte et la plus légale que la MIFERMA pillait, à son profit quasi exclusif, la richesse minière du pays. C'est de la façon la plus officielle qu'elle drainait la plus-value créée par des milliers de travailleurs mauritaniens vers les portefeuilles des banquiers et des industriels d'Europe.

Du fait de sa puissance économique et de ses liens multiples avec le pouvoir politique, la MIFERMA était non seulement un Etat dans l'Etat, dirigeant ses affaires comme il l'entendait, mais elle disposait de l'Etat dirigé par Ould Daddah, malgré l'indépendance formelle du pays.

Quel travailleur mauritanien pourra oublier la façon servile dont la police d'Ould Daddah était mise à la disposition de la MIFERMA pour réprimer et même — comme elle l'avait fait à Zouérate — pour assassiner des ouvriers qui osaient se dresser contre le trust exploiteur ?

En contrepartie, la MIFERMA lâchait quelques miettes — il fallait bien payer les services d'un Etat formellement indépendant — miettes qui ne représentaient pas grand-chose par rapport aux profits de la société, mais qui fournissait tout de même le tiers des revenus du budget, contribuant de la sorte à faire vivre les milieux privilégiés qui gravitent autour de l'Etat.

Néanmoins, une mainmise aussi directe et aussi brutale sur le pays n'était pas une solution satisfaisante même pour un régime aussi peu désireux de rompre des lances avec l'impérialisme que celui d'Ould Daddah. En partie parce qu'une servilité aussi manifeste vis-à-vis de l'impérialisme mettait le régime en mauvaise posture à l'égard de la quasi-totalité de la population. Et puis, les tenants de l'Etat mauritanien, comme toutes les couches privilégiées qui ont prospéré et qui se sont consolidés à l'abri de l'Etat national, ne pouvaient pas eux-mêmes ne pas aspirer à reconsidérer les conditions sous lesquelles le partage du gâteau se fait avec la MIFERMA. Tirer une plus grande part des richesses nationales pour eux-mêmes, acquérir une plus grande marge de manoeuvre par rapport à la MIFERMA, était une tentation tout à fait naturelle. Il n'est certes nul besoin d'être un anti-impérialiste acharné pour avoir de telles tentations : elle est commune à tous les tenants de tous les Etats indépendants. Même le roi Fayçal d'Arabie, cette créature des trusts pétroliers, est en train d'acquérir la majorité des actions des concessions pétrolières de son pays.

Apparemment, la MIFERMA n'a nullement l'intention d'engager la guerre pour défendre son contrôle direct sur les mines de Zouérate — d'ailleurs, aurait-elle été décidée à s'opposer de toute sa force aux mesures de nationalisation qu'Ould Daddah ne les aurait certainement pas prises. Qui sait d'ailleurs si la MIFERMA n'a pas elle-même préféré de toute façon composer avec Ould Daddah qu'elle connaît bien, de façon pacifique et par le marchandage, aux meilleures conditions pour elle, plutôt que de se heurter dans le futur à une attitude plus dure venant d'autres forces plus radicales ?

Car les conditions de la nationalisation n'ont certainement rien de catastrophique pour les actionnaires de la MIFERMA. D'abord parce qu'ils seront indemnisés. Autrement dit, en empruntant de l'argent, l'Etat mauritanien va payer à Usinor, Rothschild et Cie de quoi les dédommager des sommes qu'ils avaient investies, alors que les profits élevés des années précédentes avaient déjà très certainement permis l'amortissement des capitaux investis. De surcroît d'ailleurs, l'Etat mauritanien remboursera les dettes de la MIFERMA.

Ensuite, la nouvelle société nationalisée qui prend la succession de la MIFERMA, la SNIM (Société Nationale Industrielle et Minière), s'engage à fournir en fer les anciens clients de la MIFERMA, qui sont d'ailleurs en général précisément les anciens actionnaires (Usinor en particulier, dont les usines sidérurgiques de Dunkerque fonctionnent avec du fer mauritanien). Or, si, pour les trusts de la sidérurgie, le contrôle des sources de matières premières est important, c'est de la transformation de ces matières premières qu'ils tirent l'essentiel de leurs profits. S'ils ont des garanties sur leur approvisionnement, le fait que la possession juridique de leurs matières premières leur échappe ne les gêne pas outre mesure. Enfin, il n'est pas inutile de rappeler que les mines de fer de la Mauritanie — et

surtout les gisements les plus rentables — arrivent à l'épuisement dans quelques années. Les actionnaires de la MIFERMA auront donc dégagé leurs capitaux avant que cette date fatidique n'arrive pour les investir ailleurs.

Alors, l'ensemble de ces raisons mesure la portée réelle de la décision de nationalisation de Ould Daddah. Il y a un monde entre ces mesures circonspectes faites par et pour les couches privilégiées mauritaniennes, par voie de compromis avec l'impérialisme, et sans aucun profit pour les exploités de ce pays, et le programme des révolutionnaires prolétariens dans ce domaine, à savoir : expropriation sans indemnité ni rachat des biens des exploités impérialistes, sous la direction des travailleurs, et dans l'intérêt des ouvriers et des paysans pauvres.

LORSQUE L'OPPOSITION NATIONALISTE MAURITANIENNE EST TENTÉE DE S'ALIGNER DERRIÈRE OULD DADDAH...

La décision de Ould Daddah de nationaliser la MIFERMA a entraîné bien des ralliements totaux ou partiels dans l'opposition nationaliste. Les ralliements ouverts et sans réserve ne sont sans doute pas nombreux tant il est vrai qu'il est difficile du jour au lendemain de présenter Ould Daddah comme un anti-impérialiste acharné. Nombreux étaient par contre ceux qui, comme l'Union Générale des Etudiants et Stagiaires Mauritaniens, tout en critiquant d'autres aspects du régime, ont déclaré "se réjouir" d'une mesure "qui va dans le sens de l'aspiration de notre peuple à l'indépendance et à la démocratie".

Pas un mot pour dire dans l'intérêt de qui cette nationalisation a été faite. D'après l'UGESM, le seul reproche que l'on puisse formuler à l'encontre de la nationalisation à la façon de Ould Daddah, c'est l'indemnisation de la MIFERMA. Cela en est un, en effet, mais ni le seul, ni même le plus important.

L'Etat mauritanien aurait cessé d'être au service des exploiters et des oppresseurs des ouvriers et des paysans pauvres mauritaniens par la seule vertu de la signature de l'acte de nationalisation ? Bien sûr que non ! Il est évident que la nationalisation par un tel Etat n'était pas faite pour mettre à la disposition des exploités mauritaniens les richesses auparavant accaparées par les trusts impérialistes.

Les révolutionnaires socialistes défendront la nationalisation de la MIFERMA contre toute prétention de l'impérialisme de revenir à une mainmise directe. Mais ce n'est pas pour autant qu'ils présentent cette décision pour autre chose qu'elle n'est : une mesure destinée à permettre aux couches privilégiées mauritaniennes de prendre aux impérialistes une part plus grande dans les fruits de l'exploitation des ouvriers mauritaniens.

Seulement, les partis de l'opposition nationaliste s'adressent en dernier ressort aux mêmes que le PPM et Ould Daddah, c'est-à-dire précisément aux couches privilégiées du pays, même lorsqu'ils leur tiennent un langage différent, plus radical. Et c'est bien pour quoi il y a eu des flottements au sein de l'opposition nationaliste lorsque Ould Daddah a nationalisé la MIFERMA. N'a-t-il pas fait ce que l'opposition nationaliste elle-même réclamait ?

Les travailleurs ne doivent pas se laisser emporter par cette vague nationaliste au profit de Ould Daddah. Ils doivent garder dans l'esprit que le mot nationalisation ne signifie pas encore grand-chose tant qu'on n'a pas précisé au profit de quelle fraction de la nation elle s'est faite. Car, dans la nation, il y a des pauvres et des riches, il y a des travailleurs, et il y a ceux qui les exploitent. Et les travailleurs ne peuvent pas accepter d'être payés de mots. La seule nationalisation qui sera conforme à leurs intérêts, c'est celle qui expropriera tous les exploiters, quelle que soit leur nationalité, pour faire passer l'économie comme la politique sous le contrôle entier des ouvriers et des paysans pauvres.

ETHIOPIE LUTTE POUR LE POUVOIR ENTRE MILITAIRES ET FEODAUX

Soixante-deux personnalités politiques de l'ancien régime de Haïlé Sélassié ont été exécutées par le Comité militaire le 23 novembre. Parmi celles-ci figuraient des militaires faisant partie de la fraction modérée du Comité militaire, comme Aman Adom.

Bien entendu, nous n'avons pas à plaindre la mort des représentants du régime féodal qui ont vécu de l'exploitation, de la misère, des souffrances de la majorité de la population. Laissons cela aux hypocrites du monde entier et, en particulier, à des hommes comme Senghor ou d'autres qui se sont indignés de la mort de soixante-deux dignitaires et du sort de Haïlé Sélassié et des cent cinquante emprisonnés. Et ce sont ces mêmes hypocrites qui, dans leur indignation, ont oublié les centaines de milliers de paysans qui sont morts de faim dans les provinces du Wollo et du Tigré, famine dont les dignitaires exécutés étaient directement responsables.

Depuis des mois, il existait des tendances contradictoires au Comité militaire qui a renversé le régime féodal de Haïlé Sélassié. Et Aman Adom représentait la fraction modérée, celle qui veut composer avec les hommes politiques de l'ancien régime, celle également qui ne voulait pas de frictions avec l'impérialisme américain, tuteur et protecteur jusqu'à présent des classes dominantes éthiopiennes.

C'est apparemment la tendance plus radicale qui l'emporte pour le moment au sein du Comité militaire, celle qui est décidée à éliminer les dignitaires féodaux du pouvoir politique.

Les deux tendances semblent cependant être parfaitement d'accord sur un point : faire en sorte que l'armée garde entièrement l'initiative, se méfier de tout ce qui ne porte pas d'uniforme.

Même si les éléments radicaux du Comité militaire prétendent vouloir moderniser l'Ethiopie et mettre fin à l'emprise des castes féodales et de l'Eglise sur le pays, ils ont tout l'air de craindre comme la peste que d'autres qu'eux-mêmes s'emparent ne serait-ce que de leurs propres promesses et se mobilisent pour les imposer. Si le Comité militaire a frappé avec une brutalité affichée un certain nombre de représentants de l'ancien régime, il a tenu à montrer qu'il ne tolérerait aucune forme d'intervention populaire en réprimant pêle-mêle les étudiants et les ouvriers d'Addis-Abéba, en tentant de garder le contrôle des campagnes ou encore en affirmant vouloir continuer la même guerre d'oppression que Haïlé Sélassié contre la population d'Erythrée qui réclame son indépendance.

Pourtant, si les éléments radicaux du Comité militaire voulaient sérieusement ne serait-ce que la réforme agraire qu'il a pourtant promise, et sans laquelle il ne peut être fait le moindre pas dans la voie de la modernisation, ils pourraient trouver un soutien populaire large.

En effet, bien des paysans ont pris la fin du régime de Haïlé Sélassié pour la fin de l'oppression féodale, de la soumission aux propriétaires terriens, à l'Eglise et à l'Etat. Certains d'entre eux ont pris à la lettre les promesses de la réforme agraire du Comité militaire. Dans la région du Wollo, ils ont même commencé à attaquer les fermes appartenant à des féodaux, à refuser de céder 75 % de leur récolte. Quelle n'a pas été leur surprise lorsque le Comité militaire s'est interposé entre les paysans pauvres et les féodaux des campagnes.

Le nouveau Comité militaire, avec à sa tête un officier sorti du rang, le général Teferi Benti, ne montre pas l'intention de vouloir satisfaire l'aspiration à la terre des masses paysannes éthiopiennes. Ce faisant, il se refuse à toucher aux fondements mêmes du système féodal en Ethiopie. Il ne suffit pas d'emprisonner Haïlé Sélassié et cent cinquante autres ou d'exécuter une soixantaine de dignitaires. Le pouvoir politique des féodaux repose

sur leurs immenses richesses foncières, sur l'exploitation de la paysannerie. La lutte contre le pouvoir des féodaux et contre la famine qui frappe le pays et qui constitue le problème le plus grave, le plus urgent à résoudre, exigent les mêmes mesures : expropriation immédiate des féodaux, suppression de toute charge comme de toute dette qui pèsent sur la paysannerie, partage des terres entre ceux qui la cultivent et aide aux paysans des régions les plus frappées par la famine avec l'argent prélevé sur les féodaux. Mais, pour prendre des mesures de ce genre-là, il ne faudrait pas hésiter à faire appel aux paysans eux-mêmes, à les mobiliser, à les organiser, à les armer, à légaliser au niveau central ce qu'ils auront réalisé. De toute évidence, même les éléments les plus radicaux du Comité militaire non seulement ne veulent pas prendre l'initiative d'une telle mobilisation de la paysannerie, mais ils ont l'air de craindre qu'elle puisse être prise malgré eux.

Pour le moment, le Comité militaire, le nouveau comme l'ancien, est surtout préoccupé d'organiser sa propre dictature. Dans les coins les plus éloignés de la capitale et des villes, des représentants du Comité militaire exercent leur pouvoir. Toute opposition à sa politique est réprimée durement.

Quoi d'étonnant dans ces conditions que l'élimination des dignitaires pourtant haïs se soit passée dans l'indifférence apparente même des couches opprimées de la population ?

Si le Comité militaire paraît être engagé dans une guerre sanglante contre la clique féodale pour l'exercice du pouvoir, tous deux semblent vouloir limiter cette guerre à leurs cercles étroits. Au travers de ces sombres règlements de compte, ceux qui s'affrontent représentent à leur façon, les uns les grands propriétaires fonciers, les autres la bourgeoisie, mais aucun ne représente les intérêts des classes exploitées de la société.

Les premières révoltes de l'armée au début de l'année s'intégraient dans un début d'effervescence populaire où l'on vit tour à tour les catégories les plus variées de la population poser leurs revendications, lever la tête contre le régime de Haïlé Sélassié. En général, toutes ces catégories regardaient avec sympathie, voire enthousiasme, vers l'armée. L'armée, tout en mettant fin au pouvoir de Haïlé Sélassié s'est chargée de doucher les enthousiasmes. Un climat fait d'attentes déçues, d'espoirs avortés, ou encore de morne indifférence, semble avoir succédé aux explosions d'enthousiasme. Pour combien de temps ? Est-ce la fin d'une période simplement agitée, qui aura simplement conduit à remplacer un empire verrouillé par une dictature militaire dominant la même société plongée dans la misère ? Est-ce seulement une pose avant une nouvelle vague d'explosions ?

Nul ne saurait le dire. Ce qui est certain, c'est que l'avenir du pays n'est pas seulement aux mains des militaires, même s'ils s'efforcent de tout faire pour qu'il en soit ainsi...

SENEGAL

UPS OU PDS : DES SERVITEURS D'UNE MEME CLASSE

Un nouveau parti vient de se créer au Sénégal : le PDS (Parti Démocratique Sénégalais).

Ce parti, qui se veut oppositionnel et démocratique, a été créé par des notabilités, issues de l'UPS, collaborateurs et membres de fraîche date du parti de Senghor. D'ailleurs, les dirigeants de ce parti, dont Abdoulaye Wade, se félicitent "de la conviction démocratique du président de la République qui a confirmé le 16 septembre que la création du PDS n'était pas une mauvaise chose."

Comme on s'en aperçoit, le PDS ne se prive pas de donner des coups de chapeau et des révérences à Senghor ; et comment pourrait-il en être autrement entre gens de même milieu et ayant les mêmes buts.

Senghor n'a pas oublié sa formation dans la pépinière politique française : il tente de temps en temps de jouer au parlementarisme.

Après plusieurs années de parti unique, il va, de nouveau, tenter le coup avec un parti à l'image du sien, et avec un homme politique aussi respectable du point de vue des privilégiés sénégalais que lui-même.

Cependant, dès le premier numéro de leur journal, "Le démocrate", Abdoulaye Wade et ses coéquipiers expriment leurs craintes que le fonctionnement de leur parti soit entravé, voire qu'au mieux soient arrêtés, par le zèle excessif des sbires locaux de l'UPS, qui auraient interprété de façon un peu trop restrictive la tolérance exprimée par Senghor à l'égard du PDS.

Certes, crier à la répression, c'est une façon pour ces messieurs respectables de montrer qu'ils constituent une opposition sans peur et sans reproche, malgré les plates flatteries décernées à Senghor. Mais, sur le fond, Wade et consorts ne se trompent probablement pas tant que cela. Le parlementarisme, ce "jeu démocratique et loyal" dans le cadre de la constitution dont ils parlent, a bien peu de chances d'avoir un avenir durable au Sénégal.

Pour que le parlementarisme bourgeois puisse fonctionner comme une institution durable, il ne suffit pas que Senghor accepte de faire joujou avec, en ayant un partenaire taillé sur mesures. Pour que l'alternance du pouvoir soit possible et corresponde à quelque chose, il faut que le Parlement puisse permettre aux représentants des classes privilégiées — car c'est eux qui dominent la vie parlementaire même dans la république bourgeoise la plus "démocratique" — de confronter ouvertement leurs problèmes, de débattre publiquement de leurs solutions.

Mais l'expérience prouve que, dans les pays pauvres, dans ceux d'Afrique en particulier où les inégalités sont criantes, où la richesse de quelques-uns est d'autant plus révoltante que grande est la misère de la majorité, l'exercice des libertés démocratiques est impossible même pour les privilégiés. Là où le maintien des privilèges exige que les exploités soient sévèrement bâillonnés, force est même aux privilégiés de fermer la bouche, du moins en public.

Malgré toutes les tentatives de parlementarisme bourgeois, les pays d'Afrique ont tous basculé les uns après les autres vers les dictatures militaires, ou quelquefois civiles.

Et, si le Sénégal n'a pas encore connu la dictature militaire, son histoire depuis l'indépendance — la rupture avec le Mali, l'affrontement Senghor - Mamadou Dia, pour ne citer que les exemples les plus marquants — a amplement montré que la classe dominante n'est pas capable de régler ses propres affaires de façon démocratique.

En réalité, il n'y a pas de place dans le pays pour le parlementarisme "à l'occidentale", pour la démocratie bourgeoise. Il n'y a aucun autre choix entre la dictature ouverte ou déguisée de l'armée ou encore d'appareils politiques incontrôlés — ou une démocratie autrement plus profonde, autrement plus réelle que tout ce que connaissent les démocraties bourgeoises les plus libérales, une démocratie basée sur la suppression des inégalités économiques et sociales criantes, exercée directement par les ouvriers et les paysans pauvres organisés et armés : la démocratie prolétarienne.

oOo

LE CAPITALISME CONDUIT LE MONDE A LA CATASTROPHE !

Depuis quelques mois, la crise économique est devenue la préoccupation majeure de tous les hommes politiques, de tous les patrons et financiers, petits et grands. Il ne se passe pas de semaine sans qu'ils nous ressortent des nouvelles mesures pour rendre encore plus difficile la vie des travailleurs. L'augmentation des prix des denrées de première nécessité touche autant les pays d'Afrique, comme le Sénégal (hausse de 60 % des prix alimentaires d'un seul coup), que les pays riches comme la France, l'Italie ou l'Angleterre.

Pourtant, ce sont les mêmes hommes politiques qui, hier, faisaient l'apologie du système économique du capitalisme qui tiennent aujourd'hui un tout autre langage. En clair, ils préparent l'opinion publique à des mesures plus dures encore, ils font référence à ce qu'a été la crise économique de 1929.

Mais, pour nous, ce qui est clair, c'est la fragilité du système capitaliste. Même dans les pays les plus riches, là où tant de capitaux sont concentrés, le système économique n'est pas à l'abri d'une crise qui mettrait des centaines de milliers, voire des millions, de travailleurs en chômage.

Depuis des années, l'économie capitaliste mondiale est en inflation permanente qui s'accroît de jour en jour.

Les raisons fondamentales de cette inflation sont simples, bien que les hommes politiques de la bourgeoisie et les journalistes à leur service embrouillent la question à souhait. Pour assurer la prospérité de leur classe capitaliste, tous les Etats bourgeois sans exception leur versent des sommes colossales sous différentes formes. Sous forme d'aide directe ou indirecte par exemple, comme cette somme de un milliard et demi de francs que l'Etat français vient de verser aux patrons de Peugeot et de Citroën pour les tirer d'une mauvaise passe et faciliter leur fusion. Ou encore, l'Etat commande aux patrons toutes sortes de produits dont la collectivité peut parfaitement se passer, voire qui sont franchement nuisibles et dangereux, mais dont la fabrication permet à ces patrons de faire marcher leurs usines et de réaliser des bénéfices énormes. C'est ainsi, par exemple, que le grand capitaliste Dassault prospère essentiellement grâce aux commandes militaires passées par l'Etat.

C'est pour verser ces sommes colossales aux patrons que tous les Etats fabriquent des billets de banque au-delà des besoins réels de l'économie, en veux-tu en voilà, au point d'inonder l'économie de billets de banque trop nombreux et, par là même, ils font en sorte que le prix des produits augmente sans cesse.

Cette augmentation incessante de prix, cette inflation est en elle-même grave pour les classes les plus pauvres de la population, et en particulier pour les travailleurs. Car, pour le même salaire nominal, les travailleurs ne peuvent acheter qu'une quantité de plus en plus réduite de biens — ils voient donc leur pouvoir d'achat baisser même lorsque leur salaire augmente, mais moins que les prix. Tout se passe comme si, par cette opération, l'Etat prenait dans la poche des travailleurs ce qu'il avait auparavant accordé aux patrons.

Seulement, les conséquences peuvent même être plus graves encore. Car cette inflation, qui est générale mais qui se poursuit à des rythmes différents suivant les pays, perturbe le commerce entre pays et fait en sorte que les marchandises fabriquées par les entreprises capitalistes se vendent de plus en plus mal. La concurrence entre fabricants de la même marchandise d'un même pays ou de pays concurrents devient de plus en plus acharnée. Aucun ne veut être dans le lot de ceux qui vendent moins, et qui réalisent donc moins de bénéfices. Et ceux qui n'arrivent en bonne place dans cette concurrence, ceux dont les ventes se ralentissent essaient de se rattraper sur le dos de leurs ouvriers. L'automobile en fournit une petite illustration en ce moment : les patrons qui se sentent en difficulté ne manquent pas une occasion pour mettre en chômage technique, voire même pour licencier, leurs ouvriers

afin d'économiser de l'argent sur leur dos.

Mais même ces mesures partielles et limitées pour faire supporter par les travailleurs les difficultés de l'économie ne peuvent pas modifier la marche générale des choses. Dans la période de concurrence acharnée qui est désormais engagée, les capitalistes les plus forts ne feront aucun cadeau aux plus faibles; et les puissances capitalistes les plus fortes n'en feront pas plus aux plus faibles.

D'ores et déjà, l'impérialisme américain, le plus puissant de tous a porté des coups importants à l'économie de ses concurrents européens ou japonais. Il l'a fait par différentes mesures monétaires, mais également en profitant du fait que la hausse du prix du pétrole est plus douloureusement ressentie par l'économie européenne que par celle des Etats-Unis qui possèdent eux-mêmes de grosses réserves de pétrole.

Ces coups commencent à se faire sentir. L'économie européenne éprouve de plus en plus de difficultés; nous nous en rendons compte ici même en France qui n'est pourtant pas la plus touchée.

Les capitalistes européens ne peuvent pas grand chose contre la concurrence de leurs semblables américains. Aussi, ils chercheront à récupérer ce qu'ils risquent de perdre dans la concurrence sur le dos des plus faibles. Sur le dos des pays sous-développés lorsqu'ils le peuvent. Ne nous faisons pas d'illusions; si les affaires marchent mal dans les pays capitalistes développés, ils chercheront à saigner encore plus les pays africains en particulier. La crise, si elle se développe, signifiera non seulement un accroissement du chômage à Dakar ou à Abidjan, mais aussi un accroissement de la misère dans les campagnes, du fait de la baisse du prix de l'arachide, du coton etc. Et de façon plus générale et dans les pays les plus riches eux-mêmes, les capitalistes chercheront à s'en sortir en exploitant davantage leurs travailleurs tant qu'ils en ont besoin, et en jetant impitoyablement à la rue ceux dont ils n'ont pas besoin.

Ainsi, on est en train d'arriver à cette situation incompréhensible, folle, que même dans ces pays riches, où contrairement aux pays d'Afrique, il y a tout ce qu'il faut pour produire des biens, il y a des machines, des usines, des moyens de transport, des bras pour les faire marcher, ces biens manqueront. D'un côté, les machines ne tourneront pas, de l'autre, les bras qui ne demandent qu'à créer des biens ne trouveront pas de travail.

C'est de la folie furieuse, mais c'est cela, la logique du système capitaliste. Les capitalistes ne produisent pas pour satisfaire des besoins, mais pour réaliser du profit pour eux-mêmes. Si les marchandises ne se vendent pas assez cher pour que leur profit soit assez élevé, ils préfèrent arrêter la production, même si, de ce fait, des besoins importants seront insatisfaits, même si, des ouvriers doivent se retrouver en chômage.

Contre cette situation illogique, il n'y a rien à faire dans le cadre du système capitaliste. On ne peut pas convaincre pacifiquement un capitaliste de faire marcher son usine s'il ne la considère pas rentable. En réalité, il n'y a qu'une seule solution : que les travailleurs obligent par la force les capitalistes à maintenir en marche leurs usines, même à perte pour eux, sans licencier un seul ouvrier, sans réduire un seul salaire. Les capitalistes avaient réalisé suffisamment de bonnes affaires lorsque l'économie était prospère, sans en faire profiter leurs ouvriers, pour qu'il leur soit possible aujourd'hui de puiser dans leurs bénéfices passés pour permettre aux ouvriers de ne pas souffrir de la crise.

Et si les capitalistes n'en sont pas capables, qu'ils cèdent la place ! Que leurs usines soient expropriées et fonctionnent sous le contrôle des travailleurs.

Tant que le monde est dirigé par les capitalistes, même dans les pays les plus riches, la misère et la déchéance guettent les travailleurs.

CAMARADE,

LIS, FAIS CONNAITRE

LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

ORGANE DE L'UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.